Initiatives ministérielles

• (1920)

Je tiens à rétablir les faits, car il importe que nos compatriotes de toutes les régions du Canada connaissent la position de tous les partis et de tous les députés à l'égard des résolutions des Nations Unies. On semble se méprendre sur notre position à l'égard de l'ONU. En terminant, le ministre a déclaré qu'il appuyait les Nations Unies. Je dois déclarer à mon tour que le parti libéral du Canada soutient lui aussi les Nations Unies.

Examinons les événements. Au moment où l'Irak a envahi le Koweït, nous nous sommes prononcés en faveur de la résolution que la Chambre des communes a adoptée, le 23 octobre 1990, pour appuyer les résolutions 660 et 662 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous avons également appuyé ses résolutions 661 et 670 imposant des sanctions obligatoires. Nous nous sommes prononcés enfin en faveur du recours à la force militaire pour assurer l'exécution de ces sanctions. Mais c'est quand les députés se demandent s'ils sont allés assez loin que nous différons d'opinion.

À mon avis, tous les députés, à quelque parti qu'ils appartiennent et quelle que soit la région de notre pays qu'ils représentent, n'ont qu'un seul objectif, soit celui d'obliger Saddam Hussein à se retirer du Koweït. Là où ils diffèrent d'opinion, c'est sur les moyens à mettre en oeuvre pour y arriver.

Je tiens à m'assurer que le ministre a bien compris que nous visons le même objectif que lui, mais que nous proposons d'y arriver par des voies différentes. Nous estimons qu'on devrait accorder aux sanctions le temps de faire leur oeuvre. À l'automne, le président des États-Unis, son secrétaire d'État et le commissaire de la CIA reconnaissaient que les sanctions donnaient des résultats. Les spécialistes admettent que les effets des sanctions se feraient sentir dans environ une douzaine de mois. Nous estimons très important de permettre à ces sanctions de faire leur oeuvre. J'ai estimé nécessaire de faire ce soir ces observations.

Par ailleurs, j'aimerais ajouter, et le ministre en conviendra sûrement, que nous appuyons les efforts que nos militaires déploient dans la région du Golfe, en ce sens que nous sommes plein d'admiration pour le professionnalisme dont nos militaires, hommes et femmes, font preuve dans l'exercice de leurs fonctions. Je tiens à féliciter nos soldats pour la façon dont ils se comportent à l'occasion de cette deuxième crise majeure depuis un an. Ce sont des professionnels, et ils en donnent la preuve

encore une fois. Espérons que nous parviendrons à éviter cette guerre.

M. Merrithew: Madame la Présidente, j'apprécie la sincérité manifeste du député de Restigouche—Chaleur. Je le connais depuis un certain temps et je sais qu'il aborde les grandes questions avec énormément de sincérité.

Mais il reste qu'un pays s'est rendu coupable d'une agression éhontée contre un pays voisin. L'attaquant a eu recours à la force, il a saccagé le territoire qu'il a envahi, a violé d'innocentes victimes, et a chassé la moitié de la population hors du Koweït, qu'il a annexé à son pays après en avoir fait une province. Voilà les faits. Il faut réagir. Il faut défendre nos principes. C'est justement ce qu'ont fait les Nations Unies ainsi que la coalition de 30 pays, et elles ont de plus fixé une échéance.

Je sais que beaucoup de gens prétendent que nous n'avons pas attendu assez longtemps pour que les sanctions donnent des résultats. On nous l'a souvent répété aujourd'hui. Mais selon le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, rien ne prouve que les sanctions ou l'embargo donneront des résultats concrets.

Le fait que Saddam Hussein n'ait pas encore changé d'idée prouve bien le contraire. Il n'a aucun regret. Il n'a pas l'intention de se retirer du pays qu'il a conquis. En fait, les sanctions ne parviendront pas à le faire changer d'idée. Certains pays font face à des sanctions depuis au moins dix ans. Combien de temps allons-nous leur donner pour qu'ils se préparent à toute éventualité, accroissent leurs moyens de défense, mettent au point d'autres armes, peut-être même des armes nucléaires qu'ils utiliseront pour tuer nos soldats, avant que les Nations Unies ne se décident enfin à passer aux actes? Il faut fixer une échéance. On l'a fait. Cinq mois et demis se sont écoulés depuis cette agression, et je pense qu'il est temps. Rien n'indique que Saddam Hussein et le peuple irakien sont contrits ou sont disposés à se retirer du Koweït. Ils ne font que se moquer, avec dédain et en toute impunité, des Nations Unies et en fait du monde entier. Ils se moquent de ce qui arrivera.

Laisser à Saddam Hussein davantage de temps comporte deux principaux inconvénients: il pourra construire des ouvrages défensifs et nous devons composer avec le simple principe qu'on a fixé une date limite il y a cinq mois et demis après une agression brutale et la conquête d'un autre pays. Il a eu tout le temps de manifester son intention et de reconnaître ce que le monde s'accorde à considérer comme un méfait de la part de son pays et de son peuple.